

Monsieur le Directeur général,

Vous le savez, la question du pouvoir d'achat est au centre des préoccupations de nombre de nos collègues. Pour la CGT, la première et principale réponse passe par la revalorisation du point d'indice. Celui-ci ne l'a pas été depuis le 1er juillet 2010, c'est donc près de 5% de leur rémunération qui manque aujourd'hui aux agents de la DGFIP. Si l'on prend pour base de référence le début des années 2000, on arrive à 14%.

Pour un agent AAP1, cela représente donc 279 euros brut mensuel en moins, pour un AAP2, 254 euros brut. Inutile de dire que c'est à une véritable dégradation des rémunérations des agents de la DGFIP que nous assistons.

La deuxième revendication centrale est l'intégration des primes dans le traitement. Cette demande, nous la portons depuis longtemps.

De plus, pour tenir compte de la réalité des missions et de la technicité, la CGT est favorable à une refonte de la grille de la Fonction publique.

Nous le savons, Monsieur le Directeur général, les mesures en ce domaine ne sont pas de votre compétence. Elles sont du ressort de la Ministre de la Fonction Publique et la CGT continuera à les porter à ce niveau. Néanmoins, nous entendons bien que vous transmettiez nos revendications au Ministre.

Pour autant, Monsieur le Directeur général, vous ne pouvez vous désengager de toute responsabilité en matière de rémunération. D'une part, parce que l'harmonisation indemnitaire est un sujet à la DGFIP. A ce titre la CGT était porteuse d'une revendication : harmonisation prime par prime permettant à tous d'être gagnants.

Ce n'est pas le choix retenu par l'administration au moment de la fusion, laissant une majorité de collègues sans amélioration de rémunération. Les travaux ont été poursuivis selon cette même logique au printemps 2014 pour les 14 000 derniers collègues, en uniformisant les régimes indemnitaires, voire en créant des disparités (Fin des IFDD, etc.).

Lors de ce cycle de discussions, l'administration avait pris l'engagement qu'il n'y aurait aucun perdant. C'est ainsi que votre prédécesseur s'était exprimé lors du CTR de mai 2014. Or, bon nombre de collègues ont vu leur rémunération diminuer de quelques euros, voire de sommes plus importantes.

La CGT vous saisira de l'ensemble des dossiers, afin que vous puissiez trouver les solutions et que l'engagement pris soit respecté. D'autre part, la reconnaissance de la technicité et des qualifications des agents de la DGFIP est un autre sujet. Au fil des années, elles ont augmenté alors que les régimes indemnitaires ne traduisent pas la reconnaissance attendue. De plus, nombre de missions sont soumises à des sujétions particulières, non prises en compte dans les rémunérations.

En conséquence, Monsieur le Directeur général, la CGT Finances Publiques vous demande instamment d'ouvrir des négociations sur la revalorisation indemnitaire des agents de la DGFIP.

En l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, nos respectueuses salutations.

Olivier VADEBOUT,

Secrétaire général de la CGT Finances Publiques

la  
cgt

JE DONNE DE LA FORCE À MON CHOIX !

FONCTION  
PUBLIQUE  
UTILITE  
PUBLIQUE

**AUGMENTER  
LES SALAIRES ET  
LE POUVOIR D'ACHAT  
C'EST POSSIBLE ET URGENT !**

la  
cgt

JE DONNE DE LA FORCE À MON CHOIX !

FONCTION  
PUBLIQUE  
UTILITE  
PUBLIQUE

**ÉLECTIONS  
FONCTION  
PUBLIQUE  
4 décembre 2014**

AUGMENTONS  
LES SALAIRES ET  
LE POUVOIR D'ACHAT !

DOMINONS  
DES MOYENS À  
L'ACTION PUBLIQUE !

RENFORÇONS  
LE STATUT DES  
FONCTIONNAIRES !

AYONS DE  
L'AMBITION POUR  
LES MISSIONS DU  
SERVICE PUBLIC !

la  
cgt

JE DONNE DE LA FORCE À MON CHOIX !

FONCTION  
PUBLIQUE  
UTILITE  
PUBLIQUE

**AVOIR DE  
L'AMBITION POUR  
LES MISSIONS DU  
SERVICE PUBLIC  
C'EST POSSIBLE ET URGENT !**

ÉLECTIONS FONCTION PUBLIQUE  
4 décembre 2014

**VOTEZ** la  
cgt  
www.cgt.fr

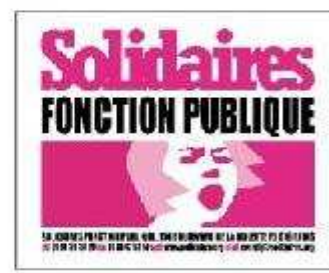
ÉLECTIONS FONCTION PUBLIQUE  
4 décembre 2014

**VOTEZ** la  
cgt  
www.cgt.fr

ÉLECTIONS FONCTION PUBLIQUE  
4 décembre 2014

**VOTEZ** la  
cgt  
www.cgt.fr

# MARDI 18 NOVEMBRE 2014 Mobilisons nous, rassemblons nous ! LE PROCHAIN RENDEZ VOUS POUR LA DÉFENSE DE L'EMPLOI PUBLIC ET DE SES AGENTS



**MARDI 18 NOVEMBRE 2014**

**Mobilisons nous, rassemblons nous !**

**LE PROCHAIN RENDEZ VOUS POUR LA DÉFENSE DE L'EMPLOI PUBLIC ET DE SES AGENTS**

Parce que depuis le 15 mai dernier, date de la dernière manifestation unitaire pour la défense du pouvoir d'achat et de la qualité de l'emploi public, la situation au sein de la Fonction publique s'est encore dégradée, nos quatre organisations syndicales viennent d'interpeller le président de la République pour que soit entendue notre demande de justice sociale, d'égalité et de solidarité.

Nous refusons de renoncer aux justes revendications que nous portons unitairement :

- Une revalorisation immédiate du point d'indice ;
- La refonte de la grille pour une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- L'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire ;
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- Des emplois statutaires pour faire face aux besoins ;
- Un large processus de titularisation des agents non titulaires et le développement des garanties pour les précaires ;
- Des perspectives de carrière et de mobilité choisie pour tous les agents ;
- La possibilité d'exercer les missions de service public dans des conditions décentes.

Nos inquiétudes sont grandes également face aux projets en cours : réforme de l'Etat, revue des missions, réorganisation territoriale, projet de loi santé...

Pour réussir et être utiles à la société, les réformes ne peuvent pas avoir pour objectif central la recherche de réduction de coûts mais répondre aux besoins de la population et à l'amélioration nécessaire des conditions de travail des agents.

Les choix budgétaires proposés par le gouvernement au travers des projets de loi de finances font peser de graves menaces sur l'avenir de la Fonction publique et de la solidarité nationale.

Pour demander que cesse cette politique de régression pour la Fonction publique, ses agents et les services publics nos quatre organisations appellent les trois versants de la Fonction publique à se rassembler :

- ▶ le 18 novembre à Paris devant l'Assemblée nationale de 12h à 14h où nous demanderons à rencontrer le président de la Commission des finances.
- ▶ le même jour, à l'initiative des intersyndicales locales, sur tous les territoires de métropole et d'Outre-mer où nous rencontrerons les élus et préfets.

Nous jugerons des réponses qui nous seront apportées ce jour là. A défaut, nous poursuivrons notre action dans un cadre unitaire le plus large possible dès le début 2015.

Paris, le 24 octobre 2014